

## Lycées bloqués: la vague "gilets jaunes" donne un coup de fouet aux revendications de lycéens

Paris, 3 déc. 2018 (AFP) -

Les syndicats lycéens contre les réformes dans l'Éducation nationale avaient jusqu'à présent peiné à mobiliser. Mais porté par la contestation des "gilets jaunes", le mouvement a pris de l'ampleur lundi, avec des blocages de dizaines de lycées, parfois accompagnés de violences.

Le ministère de l'Éducation a comptabilisé une centaine de lycées perturbés à travers la France, avec des blocages complets ou partiels. Parmi les académies les plus touchées figurent Toulouse (une quarantaine d'établissements perturbés), Versailles et Créteil (une vingtaine dans chacune de ces académies).

"On veut une révolte générale", a déclaré à l'AFP Nabil Hedar, porte-parole du SGL, un des syndicats lycéens, appelant de ses vœux "un mouvement intergénérationnel, avec les +gilets jaunes+". Il réclame des "impôts plus justes" et "une dissolution de l'Assemblée nationale", rejoignant ainsi certaines revendications de "gilets jaunes".

Dans l'académie de Créteil, une voiture a été incendiée et un magasin de téléphonie pillé près d'un lycée d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) où des heurts ont impliqué des dizaines de jeunes qui scandaient "Macron démission".

Une voiture a été incendiée devant un lycée de Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines) et trois lycéens interpellés, selon la gendarmerie.

En Seine-et-Marne, des manifestations se sont déroulées autour de cinq lycées et 16 personnes ont été interpellées après des incidents (mobilier urbain et voitures de police endommagés), selon la préfecture. Trente-deux personnes ont aussi été interpellées dans le Val-d'Oise où onze lycées ont été touchés, à des degrés divers, par des incidents, a indiqué la préfecture.

Des incidents (projectiles sur les forces de l'ordre, incendie de poubelles...) ont aussi éclaté à Bordeaux, Pau, Limoges, Dijon, Lyon ou encore Thionville et Forbach en Moselle, avec plusieurs interpellations. Quelque 700 jeunes ont défilé à Toulouse, une bijouterie a été vandalisée, onze personnes ont été interpellées et sept policiers et un pompier blessés.

A Paris, le rectorat relevait une dizaine de tentatives de blocage, la plupart ayant été levés rapidement, sans incident.

Sur BFM, Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France, s'est dite "inquiète de la contamination du mouvement social, notamment dans les lycées parisiens". "La région sera intransigeante pour tous ceux qui cassent et qui bloquent".

- "S'engouffrer dans la brèche" -

A Nice, la moitié des lycées ont été bloqués en début de matinée, selon le rectorat, avant qu'un millier de jeunes, dont certains avec un gilet jaune sur le dos, n'investissent les artères du centre ville.

"Il y a les classes surchargées mais on soutient aussi les +gilets jaunes+. Pour nous, dans un an ou deux, l'essence on va aussi devoir la payer. On fait des études pour ne rien gagner", a déclaré un élève de 17 ans du lycée des Eucalyptus.

Les mots d'ordre des syndicats lycéens (UNL, SGL, Fidl...) évoquent les réformes du bac et du lycée, ainsi que la plateforme d'accès aux études supérieures Parcoursup, qu'ils contestent.

Ils estiment que ces réformes vont renforcer la sélection sociale et accusent Parcoursup, mise en place il y a un an, d'avoir introduit une forme de sélection à l'entrée à l'université.

Autre désaccord avec les annonces du gouvernement, la création du service national universel (SNU) qui sera testé sur des jeunes volontaires dès le mois de juin, avant sa mise en oeuvre à tous les jeunes d'une génération d'ici à 2026.

Mais jusqu'à présent, les appels à se mobiliser, l'an dernier contre Parcoursup ou cette année contre les réformes du lycée et le SNU, n'avaient rencontré que peu d'écho.

Louis Boyard, président de l'UNL, dit se mobiliser contre les réformes du bac, de la voie professionnelle,



PAYS :France  
SURFACE :103 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 3 décembre 2018 - Edition Fil Gen

Parcoursup et le SNU. Avec pour mot-clé sur les réseaux sociaux [#RevancheLycéenne](#).

"Il n'y a pas de raison que la contestation des +gilets jaunes+ ait un impact sur les lycées", a assuré le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer sur LCI. Le pourcentage de lycées bloqués est "très faible" au regard des 4.000 lycées sur le territoire, et les blocages sont le fait d'"une toute petite minorité", a-t-il estimé. "Beaucoup de gens essayent de s'engouffrer dans la brèche de contestation des +gilets jaunes+ pour tout et n'importe quoi".

fmp-bur/epe/jlp

Afp le 03 déc. 18 à 20 42.